

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2003/4252
LM

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

La Secrétaire générale chargée de l'administration de l'Etat dans le département

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018, modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013, autorisant l'EARL du GRAND CHEMIN à exploiter au lieu-dit « Le Bignon » à Andel, un élevage porcin ;
- VU la demande présentée le 23 août 2018 et complétée les 25 juin, 24 septembre et 4 décembre 2019, par l'EARL du GRAND CHEMIN représentée par Messieurs Christophe et Gwenaël DRIANT, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Bignon » à ANDEL, en vue d'effectuer à Andel à la même adresse :
- l'extension de l'élevage porcin pour après projet un effectif de 2960 emplacements de porcs de plus de 30kg et 2047 animaux équivalents, la construction d'une extension en lieu et place d'un bâtiment démolé et la mise à jour du plan d'épandage et de la gestion des déjections ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 6 décembre 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 20 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une modification notable d'une installation régulièrement autorisée à moins de 35 m de 2 forages ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire prend en considération les MTD et qu'un dossier de réexamen est déposé ;

CONSIDÉRANT que l'installation dispose des moyens de lutte contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des déjections produites est envoyé dans les installations de traitement du GIE DU BIGNON ;

CONSIDÉRANT que les déjections restantes après traitement peuvent être épandues sur les terres du prêteur dans le respect des règles de fertilisation ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - L'EARL DU GRAND CHEMIN, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Bignon » sur la commune d'ANDEL est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 35 mètres de 2 forages, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2960 emplacements de porcs de production de plus de 30 kg et 2047 animaux équivalents (A.E.).

1.2. - Nature des installations

1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Alinéa | A, E, D, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil de critère | Unité de critère | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|----------|--------|----------------------|---|-----------------------------|---|---------------------|--|--------------------|--------------------------------|
| 3660 | b) | A | Elevage intensif | Elevage de porcs | Nombre total d'emplacements | b) > 2000 | 1 place = 1 emplacement | 2960 | Emplacements |
| 2102 | 1) | A | Elevage, vente, transit, etc. de porcs | Elevage | Classé au titre de la rubrique n°3660 | | Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0,2 AE | 2047 | AE |

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

| Désignation des installations | Rubrique de la nomenclature des installations classées | Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED » | Conclusions sur les meilleures techniques disponibles |
|---|--|---|---|
| Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies | 3660 | 6.6 b) | DÉCISION D'EXÉCUTION 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs |

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

| Commune | Type d'élevage | Sections | Parcelles |
|---------|------------------|----------|--------------------|
| ANDEL | Élevage de porcs | ZC | N° 146, 147 et 148 |

1.2.3. - Effectifs autorisés

| Type de production | Place animaux équivalents | Effectif maximum en présence simultanée | Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies) |
|-------------------------------------|---|---|---|
| Truies, verrats, cochettes saillies | PAE maternité : 354 PAE gestante-verraterie : 1215 | 523 | 465 |
| Porcs charcutiers (>30kg) | 2960 | 2960 | 8825 |
| Porcelets | 438 | 2190 | 13 040 |
| Quarantaine | 40 | | |

1.2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« 2.1. Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase

2.2.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Sécurité

2.3.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.3.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances. »

Article 3 : Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« 3.1. - La totalité des déjections produites sur cette installation soit, 9669 m³ de lisier, contenant 34 680 kg d'azote et 20 910 kg de phosphore sera acheminé annuellement vers la station de traitement du GIE DU BIGNON, dont l'EARL DU GRAND CHEMIN est membre .

3.2.- Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement sera tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.

3.3.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

3.4.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité devra être interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs seront ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.

3.5.- Le traitement du lisier devra se poursuivre à compter de la date de l'arrêté préfectoral. »

Article 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage des lisiers bruts

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« 4.1.- Les lisiers bruts avant traitement seront stockés dans des fosses d'un volume total de 4384 m³. »

Article 5 : Dispositions communes

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 6 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Andel pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Andel pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 7 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;

- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télerecours citoyens" accessible sur le site : www.telerecours.fr

Article 8: Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Andel et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

26 DEC. 2019


Béatrice Obara

